

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.13/Rev.2

30 avril 1996

(96-1714)

Groupe de négociation sur les
télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION DE SINGAPOUR

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de Singapour.

Comme suite à son projet d'offre portant la cote S/NGBT/W/12/Add.13/Rev.1, Singapour a le plaisir de présenter une offre révisée et améliorée concernant les services de télécommunications de base.

La présente offre est faite sous réserve d'engagements satisfaisants de la part des autres participants au Groupe de négociation sur les télécommunications de base. Singapour se réserve le droit de retirer, de modifier ou de réduire la présente offre en fonction des engagements contractés par les autres participants.

Singapour se réserve également le droit d'apporter toutes modifications de caractère technique à la présente offre et d'en corriger toutes omissions, erreurs ou inexactitudes, à tout moment avant la conclusion des négociations.

LISTE D'ENGAGEMENTS DE SINGAPOUR - PROJET D'OFFRE REVISEE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2.C. <u>Services de télécommunication</u></p> <p>1. Systèmes à courants porteurs:</p> <p>Services publics de télécommunication (locaux et internationaux):</p> <p>a) Services publics téléphoniques vocaux à commutation</p> <p>b) Services publics de transmission de données à commutation</p>	<p>1) Néant à partir du 1er avril 2002</p> <p>2) Néant</p> <p>3) A compter du 1er avril 2002, des licences additionnelles seront délivrées pour ces services, sous réserve de la disponibilité des ressources limitées, notamment des servitudes.¹</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	Voir l'annexe

1 L'exclusivité de Singapore Telecom pour ces services prendra fin le 31 mars 2007 mais il est aussi précisé dans la licence qu'après le 1er avril 2002, d'autres licences pourront être accordées à condition que la fourniture de ces services soit secondaire par rapport aux services principaux assurés par les nouveaux exploitants, par exemple les câblodistributeurs, les radiodiffuseurs et les exploitants de réseaux à valeur ajoutée.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services publics de télécopie, de télex et de télégramme à commutation	Participation étrangère au capital de ces fournisseurs de services autorisée jusqu'à concurrence de 49 pour cent		
d) Services publics de réseau numérique à intégration de services (RNIS) à commutation	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services de circuits loués			
2. Systèmes hertziens ² :			
a) Services publics mobiles de transmission de données (PMDS)	1) Sous réserve d'arrangements commerciaux avec l'exploitant ou les exploitants détenteur(s) d'une licence	1) Néant	Voir l'annexe
b) Services publics de radiocommunication à ressources partagées (PTRS)	2) Néant 3) Pour a), b) et d), des licences supplémentaires seront accordées, sous réserve de la disponibilité du spectre.	2) Néant 3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

2 Ces services ont été libéralisés. Il y a deux titulaires de licence pour les services PMDS et deux pour les services PTRS. Deux exploitants de services PCMTS et quatre exploitants de services PRPS ont aussi obtenu une licence pour fournir des services à compter du 1er avril 1997.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
c) Services publics de radiotéléphonie mobile cellulaire (PCMTS)	Pour c), des licences supplémentaires seront accordées à partir du 1er avril 2000, sous réserve de la disponibilité du spectre.			
d) Services publics de radiorecherche (PRPS)	Participation étrangère au capital de ces fournisseurs de services autorisée jusqu'à concurrence de 49 pour cent			
3. Revente:	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
a) Services publics de télécommunication à commutation (locaux et internationaux) (non compris l'utilisation de circuits loués connectés au réseau public commuté)	1) Néant	1) Néant	Voir l'annexe	
i) Services publics téléphoniques vocaux à commutation	2) Néant	2) Néant		
ii) Services publics de transmission de données à commutation	3) Néant	3) Néant, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
iii) Services publics de télécopie, de télex et de télégramme à commutation iv) Services publics de réseau numérique à intégration de services (RNIS) à commutation b) Services publics de radiotéléphonie mobile cellulaire c) Services publics de radiorecherche			

ANNEXE

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriée seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.